



# FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS RWANDESE PATRIOTIC FRONT



## \* COMMUNIQUE DE PRESSE \*

Le Front Patriotique Rwandais tient à informer le Peuple Rwandais et la Communauté internationale de sa position sur la crise politique qui secoue notre pays et les implications de celle-ci sur la poursuite des négociations politiques en cours à Arusha entre les délégations du FPR et du Gouvernement Rwandais. Cette crise renferme trois aspects : la crise gouvernementale, l'insécurité généralisée organisée par le MRND et son Président, ainsi que l'intervention militaire française.

Le Président HABYARIMANA cherche ouvertement à paralyser délibérément les efforts du Gouvernement. Cela transparaît dans ses rapports avec le Premier Ministre et dans la manière avec laquelle il incite les Ministres issus du MRND à bloquer les décisions du Conseil des Ministres. Le régime de HABYARIMANA s'acharne à conserver le monopole du pouvoir en compromettant le processus de démocratisation en général et les négociations politiques d'Arusha en particulier.

Le 15/11/92, lors d'un meeting politique à NUYEKINGERI, le Président HABYARIMANA a désavoué les Accords d'Arusha. Il a par la suite déclaré que la délégation du Gouvernement n'avait plus de mandat pour poursuivre les négociations politiques. Par ailleurs, n'empêche qu'il continue à tromper le Peuple Rwandais ainsi que la Communauté internationale en prétendant qu'il soutient le processus de paix et qu'il reconnaît la validité des Accords d'Arusha.

Par ses manipulations le Président HABYARIMANA veut soumettre l'Accord de Paix à l'approbation préalable du C.N.D. (Assemblée Nationale issue du MRND) ou à un référendum, ce qui indique qu'il est prêt à utiliser toute astuce pour empêcher la mise en application des Accords conclus à Arusha.

D'autre part, le régime du MRND, responsable de la crise politique actuelle, entretient une insécurité généralisée dans le pays. Plusieurs personnes innocentes, y compris de nationalités étrangères, en sont victimes et continuent à l'être.

Cette insécurité a affecté - et continue d'affecter - presque toutes les communes du pays, y compris celles qui sont éloignées des zones de combat. Ceux qui l'entretiennent utilisent mines, grenades et fusils fournis par le régime.

Les chefs des partis MRND, ODR et leurs alliés, se vantent de ces actes de violence lors des meetings politiques.

Le régime du MRND utilise et entretient cette insécurité afin de nuire au processus de paix en général et à l'Accord de Cessez-le-feu en particulier.

Par ailleurs, cette situation est aggravée par la présence de troupes françaises dans notre pays.

Comme cela a été confirmé par le Commandant du Groupe d'Observateurs Militaires Neutre, les Militaires Français participent ouvertement aux côtés de l'armée gouvernementale aux préparatifs de la guerre dans les zones de combat. Ainsi, leur mission n'a aucune justification humanitaire comme le prétend le Gouvernement Français.

Le maintien des troupes françaises au Rwanda au chevet d'une dictature en agonie ne peut que prolonger les souffrances du Peuple Rwandais et constitue :

- a. Une ingérence française dans les affaires intérieures du Rwanda.
- b. Une violation de l'Accord de Cessez-le-feu.
- c. Un soutien au régime dictatorial du MRND dans son intransigeance vis-à-vis du processus de démocratisation et du processus de paix que la France déclare pourtant soutenir.
- d. Le maintien des troupes françaises dans le pays pourra finalement compromettre la conclusion de l'Accord de paix ainsi que sa mise en application.

Malgré toutes ces complications, nous réitérons notre engagement envers les négociations politiques qui doivent conduire au retour de la paix dans notre pays et nous tenons à remercier tous les pays et organisations qui continuent à soutenir le processus de paix, en particulier les pays Observateurs, la TANZANIE, les USA, la BELGIQUE, l'ALLEMAGNE, la FRANCE, le SENEGAL, le NIGERIA, le ZAIRE, le ZIMBABWE, le MALI, le BURUNDI, l'OUGANDA, ainsi que les NATIONS UNIES et l'OUA.

Nous tenons également à remercier spécialement les représentants des confessions religieuses du Rwanda pour leurs efforts dans la recherche de la paix et nous espérons qu'ils continueront à soutenir le processus de démocratisation.

15/12/1992.-

Col.   
PRESIDENT DU FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS